



Recherche et prospective

17 janvier 2024

Risques émergents : quelles sont les perspectives d'évolution d'ici à 10 ans ?

Dans chaque dimension de notre société, la multiplication des crises - sanitaire, économique, politique, environnementale - conduit à s'interroger sur l'évolution des risques. En raison de leur sévérité, de leur ampleur ou de leur intensité croissante, ces risques peuvent exiger une modification de leur cadre d'analyse. Face à une information pléthorique, et à la variété des menaces potentielles, l'étude des risques émergents demande un effort de qualification et de hiérarchisation. Effort qui s'appuie à la fois sur l'expertise et sur un ensemble de convictions.

En tant qu'assureur complet, CNP Assurances engage annuellement des ressources techniques et humaines pour anticiper les risques. Cette mobilisation permet d'explorer des pistes de solutions en adéquation avec les besoins des clients. Son statut d'assureur citoyen, conféré par le grand pôle financier public¹, lui permet de proposer des mécanismes de protection qui repousse les frontières de l'assurabilité.

En ce sens, notre Groupe travaille à établir une liste de :

- Risques émergents,
- Risques en forte évolution,
- Nouveaux risques susceptibles de survenir à moyen terme.

Cette liste permet de fournir des pistes de réflexion et d'anticipation pour se préparer, individuellement et collectivement, au monde de demain. Le panorama des risques identifiés offre une vision globale des défis pour les années à venir. Ces risques sont marqués par une grande incertitude et par une grande difficulté à les quantifier. Ils peuvent avoir un impact élevé en termes de pertes.

Nous vous proposons ci-dessous de découvrir notre classement des dix risques émergents assorti d'une synthèse des trois premiers. Pour aller plus loin, nous vous proposons ensuite dans une seconde partie nos analyses prospectives de chacun des risques du top 3 avec :

- Des éléments de contexte et faits majeurs en 2023,
- Les impacts potentiels pour les assureurs,
- Les perspectives d'ici à 2030.

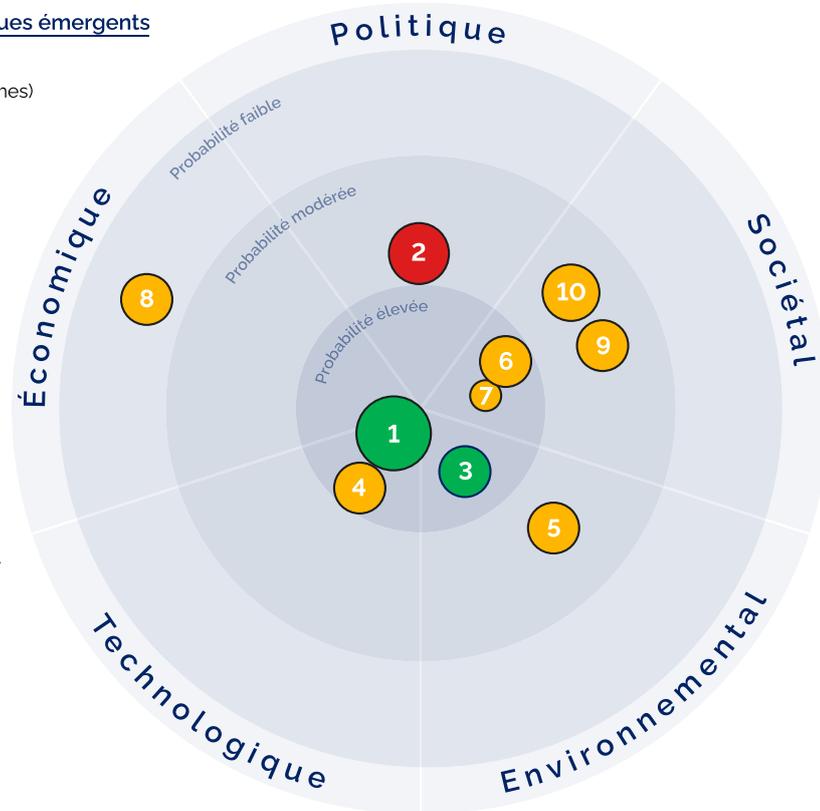
¹ Le grand pôle financier public français entend répondre aux grands enjeux de la société, en mettant les compétences combinées de La Banque postale, de la Caisse des dépôts, de Bpifrance et de CNP assurances, au service de la réduction des fractures territoriales, du financement de l'économie et des grands projets de service public.

Tendances 2023 : ce qu'il faut retenir

Nos experts réalisent un suivi continu des risques émergents, au travers d'un dispositif de veille prospective. Chaque année, ils sont classés suivant leur potentialité d'impact et leur survenance. Pour l'année 2023, le panorama des risques identifiés offre une vision globale des défis à venir.

Liste des principaux risques émergents

1. Risque numérique (risque cyber et algorithmes)
2. Risque politique international et crise de confiance dans les institutions
3. Catastrophes naturelles exceptionnelles
4. Risque de vulnérabilité des infrastructures stratégiques
5. Crise sanitaire
6. Croissance des inégalités et tensions sociales
7. Flux migratoires
8. Risque de défaut majeur (crise systémique)
9. Risque de dégradation de la santé mentale et physique
10. Précarisation du travail



Légende



En 2023, **les risques numériques (cyberattaques et usages des algorithmes d'intelligence artificielle) se positionnent en première place**. Ces menaces numériques engendrent des risques spécifiques qui peuvent compromettre la sécurité des acteurs, personnes physiques ou morales. L'augmentation des attaques ciblant les petites entreprises a été significative. Presque 4 sur 10 d'entre elles ont été victimes d'une cyber-attaque, un chiffre en hausse de 50% au cours des trois dernières années².

En deuxième position est placé le risque politique international et de crise de confiance dans les institutions. Ce risque s'illustre à travers la hausse de la défiance des populations envers les institutions, notamment avec la montée des mouvements populistes sur fond d'instabilité géopolitique croissante. En 2023, la pérennisation des conflits en Europe et la recrudescence des tensions au Proche et Moyen-Orient incarnent ce risque émergent de plus en plus prégnant.

Enfin, **le risque de catastrophes naturelles exceptionnelles se place à la troisième position**. L'année 2023 est particulièrement marquée par l'ampleur des catastrophes sur l'ensemble des continents. Les séismes au Maroc ainsi qu'au Proche-Orient ont été dévastateurs. Une grande partie des habitations des zones touchées ont été détruites. Les inondations torrentielles en Libye ou encore en France, du nord jusqu'au centre-ouest, ont également marqué l'année par l'ampleur de leurs dégâts.

² https://www.hiscox.fr/courtage/sites/courtage/files/documents/Rapport_Hiscox_sur_la_gestion_des_cyber-risques_2023.pdf

La méthodologie employée pour lister les risques émergents

L'analyse des risques émergents est réalisée sur la base de veilles documentaires et d'analyses croisées pluridisciplinaires. Elle s'appuie sur le recoupement d'informations entre les équipes de la Direction des Risques et du Département de Recherche et Prospective stratégique de CNP Assurances. Ces dernières mènent des travaux de remontée de tendances de risques auprès de l'ensemble des directions de l'entreprise.

Afin de disposer d'une vision transverse des tendances et des risques à venir, une enquête annuelle est réalisée auprès d'un panel représentatif composé d'experts en gestion des risques et de dirigeants de CNP Assurances. En 2023, une sélection de 17 risques émergents référencés a été soumise aux personnes consultées.

Il leur a été demandé de déterminer une cotation sur une échelle de 1 à 5 suivants 3 critères d'évaluation :

- La vraisemblance de survenance d'ici 5 à 10 ans,
- L'impact potentiel
- Le degré de préparation des entreprises du secteur.

Dans cette seconde partie, nous analysons en détails les trois principaux risques identifiés.

1. Les risques numériques

Les risques numériques, qui comprennent les cyberattaques et les risques algorithmiques se placent, en première position dans ce top 10 des risques émergents. Le coût moyen d'une violation de données en 2023 était de 4,45 millions de dollars, soit une augmentation de 15 % en 3 ans³. Dans des cas extrêmes, les coûts directs et indirects ont été estimés à des dizaines de millions de dollars, sans compter l'impact sur la réputation de l'entreprise.

L'avènement de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique introduit de nouvelles dimensions de risques. Ces avancées peuvent être exploitées pour concevoir des attaques plus sophistiquées et ciblées⁴. À titre d'exemple, les cyberattaques telles que l'hameçonnage⁵ exploitent la confiance des utilisateurs en simulant des communications légitimes pour obtenir des informations sensibles. Les violations de données et les atteintes à la confidentialité sont également des risques omniprésents. Ces incidents peuvent entraîner des conséquences graves, allant de la perte de confidentialité à l'utilisation frauduleuse des données.

La dépendance croissante aux services numériques accentue également les préoccupations autour des risques numériques, transformant chaque attaque en un événement dévastateur. La vigilance et l'innovation constante dans les mesures de sécurité sont essentielles pour faire face à cette évolution rapide des risques numériques.

Quels sont les impacts pour les assureurs ?

Pour les assureurs, l'augmentation des cyberattaques représente un risque direct à deux niveaux. Ils sont exposés en tant qu'entreprise possédant des systèmes d'information et gérant une quantité importante de données, souvent de nature confidentielle. Face à une augmentation des besoins de protection contre les risques numériques, les assureurs peuvent également être exposés en qualité de porteur de risques. Leur capacité à répondre efficacement à cette demande pourrait devenir un facteur clé de leur compétitivité à d'ici à 2030.

Quelles sont les perspectives d'ici à 2030 ?

D'ici 2030, l'adoption des nouvelles technologies offre des opportunités intéressantes dans l'évaluation des risques et la gestion des sinistres. Toutefois avec la multiplication de cyberattaques, ils pourraient se heurter à des défis de transparence, de protection des données et de consentement des utilisateurs. Les préoccupations sur le risque de discrimination algorithmique et d'exclusion envers certaines personnes, pourrait également croître de façon importante dans les années à venir.

³ <https://www.ibm.com/fr-fr/reports/data-breach#:~:text=Le%20coût%20moyen%20d'une,de%2015%20%25%20en%203%20ans>.

⁴ L'hameçonnage ou le phishing consiste à obtenir du destinataire d'un courriel, d'apparence légitime, qu'il transmette ses coordonnées bancaires ou ses identifiants de connexion à des services financiers, afin de lui dérober de l'argent. Il s'agit de l'un des principaux vecteurs de la cybercriminalité.

⁵ <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/inquietante-hausse-des-risques-politiques-et-sociaux-dans-le-monde-1987983#:~:text=Dans%20pr%C3%A8s%20de%20deux%20tiers,conjuguent%20pour%20d%C3%A9primer%20l'activit%C3%A9>.

2. Risque politique international et crise de confiance dans les institutions

Le risque politique, qui inclut une perte de confiance dans les institutions, se place en deuxième position du classement des risques émergents. Il fait écho à tous les événements et décisions politiques, qu'ils soient nationaux ou internationaux, qui ont engendré des conséquences économiques et commerciales importantes. L'année 2023 a particulièrement été marquée par l'instabilité sur le plan géopolitique. La recrudescence des tensions dans plusieurs régions du monde tel que l'Europe ou encore le Proche Orient illustre cette dynamique.

D'après l'assureur crédit Coface, dans près de deux tiers des pays analysés par l'entreprise (101 sur 160), le risque politique est en hausse par rapport à l'année précédente⁶. A moyen-long terme, ce phénomène pourrait impacter directement de manière durable la capacité des personnes et des entreprises à épargner, et des entreprises à investir et à se développer.

Ce risque est également associé à la hausse de la défiance envers les institutions et leur capacité à gérer les conflits actuels et à venir. Cette de défiance s'est illustrée dans divers mouvements sociaux ainsi que dans la montée du populisme en Europe et en Amérique Latine.

Quels sont les impacts pour les assureurs ?

La prégnance du risque politique a un impact direct sur l'activité économique des assureurs. Il peut entraîner la dégradation du contexte socio-économique national et international ainsi qu'un ralentissement de la croissance et de l'activité économique.

Bien que l'inflation ait diminué ces derniers mois en raison de la baisse « mécanique » des prix de l'énergie et des matières premières par rapport aux pics atteints peu de temps après l'invasion de l'Ukraine, elle reste fermement ancrée dans les économies développées. L'augmentation des prix du pétrole depuis le début de l'été 2023 indique une résurgence des pressions inflationnistes. Cela s'illustre plus particulièrement avec l'effet des augmentations de taux d'intérêt mises en œuvre par les banques centrales.

En outre, une crise de confiance envers les institutions, tant au niveau national qu'international, aurait un impact significatif sur le secteur financier. Les institutions confrontées à une baisse de confiance provoqueraient potentiellement une diminution significative des investissements privés. Ces derniers pourraient s'orienter vers d'autres moyens d'épargne et d'investissement.

Quelles sont les perspectives d'ici à 2030 ?

À l'horizon 2030, compte tenu des tendances actuelles de crise de la confiance envers les institutions et des risques politiques nationaux et internationaux, nous pourrions assister à une transformation profonde du secteur de l'assurance. Dans un climat de défiance, la population pourrait réclamer plus de transparence et de régulation de ces institutions qu'elle jugerait défaillantes.

Face à cette situation, les assureurs pourraient faire évoluer leur stratégie pour devenir des tiers de confiance primordiaux dans la société. Ces nouveaux rôles plus vastes, plus proches des aspirations des populations conférerait une grande légitimité aux acteurs engagés en termes de protection sociale et financière.

3. Risque de catastrophes naturelles extrêmes

Les risques liés aux catastrophes climatiques extrêmes se sont fortement intensifiés en 2023. Avec une température de surface mondiale dépassant de 1,48°C les niveaux préindustriels, 2023 frôle, à 0,02°C près, la limite fixée par l'Accord de Paris⁷.

Les modèles prédictifs suggèrent une intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les ouragans, les incendies de forêt et les inondations. Les régions côtières sont particulièrement vulnérables aux montées du niveau de la mer et aux tempêtes de plus en plus dévastatrices. Les schémas de précipitations modifiés, incluant des sécheresses prolongées et des pluies torrentielles, contribuent également aux risques de catastrophes telles que les incendies de forêt

⁶ <https://www.natura-sciences.com/comprendre/2023-record-temperatures.html>

⁷ <https://reseauactionclimat.org/climat-et-sante-des-enjeux-lies/>

et les glissements de terrain. Les écosystèmes sont de plus en plus fragilisés et menacés, tandis que les infrastructures urbaines voient leurs risques de destruction, pour cause naturelle, croître.

Dans certains cas, les risques de catastrophes naturelles extrêmes sont à la source de risques en chaîne des conséquences sanitaires et sociales lourdes. Le GIEC a identifié 8 principaux risques sanitaires que le changement climatique est susceptible de renforcer⁸. Ils sont liés :

- à la dénutrition,
- à la chaleur,
- aux infections transmises par l'alimentation et l'eau,
- aux événements météorologiques extrêmes,
- à la santé professionnelle,
- aux maladies infectieuses,
- à la qualité de l'air,
- à la santé mentale.

Quels sont les impacts pour les assureurs ?

Les catastrophes naturelles ont coûté 50 milliards de dollars aux assureurs au premier semestre 2023⁹. En France, le coût colossal des catastrophes naturelles pour les assureurs s'élevait à 10 milliards d'euros en 2022. Ce chiffre est en hausse significative par rapport aux années 2017-2021. En effet, les phénomènes climatiques ont coûté sur cette période en moyenne 3,5 milliards d'euros par an¹⁰. L'urbanisation croissante et l'interconnexion des réseaux amplifient les conséquences de ces événements, pouvant affecter les économies à l'échelle mondiale et mettre en péril les populations les plus vulnérables. L'ampleur de ces événements climatiques pourrait entraîner des dommages matériels massifs et une montée en flèche des sinistres, qui pourrait engendrer des pertes financières conséquentes.

L'émergence de nouvelles crises sanitaires, liés à l'augmentation de la résistance aux antibiotiques, à la propagation de virus tropicaux et à la surpopulation dans les métropoles est également un risque majeur. Elles peuvent provoquer une surmortalité et une hausse significative des coûts des soins de santé, créant une tension énorme sur les systèmes de santé, son financement et poser des questions sur la solvabilité des assureurs.

Face à un environnement plus incertain et plus coûteux, les assureurs devront accélérer leurs efforts en matière de prévention auprès des populations et de mise en place de partenariats publics-privés. Ils devront également faire évoluer leurs modèles d'évaluation et de gestion des risques et de crises, ainsi que leurs modalités de tarification.

Quelles sont les perspectives d'ici à 2030 ?

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, depuis 2008, en moyenne 21,5 millions de personnes ont été déplacées chaque année à cause de catastrophes naturelles. Les chiffres de la Banque mondiale prévoient 260 millions de déplacés climatiques en 2030, et jusqu'à 1,2 milliard en 2050.

À l'horizon 2030, le secteur de l'assurance pourrait être profondément impacté par l'augmentation et la multiplication des risques globaux. L'ampleur des dégâts matériels et les impacts sur les populations pourraient croître dans le temps et l'espace. Les compagnies d'assurances vont continuer d'être fortement sollicitées pour couvrir ces dommages. Le changement climatique pourrait contraindre des millions de personnes à migrer et fragiliser les systèmes de santé et l'accès aux soins et à l'assurance.

⁸ <https://www.greenbiz.com/article/high-time-invest-more-climate-adaption-natural-catastrophes-cost-insurers-50b-first-half>

⁹ <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/assurance/10-milliards-d-euros-le-cout-colossal-des-catastrophes-naturelles-en-2022-en-france-949496.html#:~:text=10%20milliards%20d'euros%20%3A%20tel,milliards%20d'euros%20par%20an>

¹⁰ <https://www.lesechos.fr/weekend/planete/migrants-climatiques-ce-tsunami-qui-touche-aussi-leurope-1941788>

Protégez l'environnement. N'imprimez ce document que si nécessaire

Crédit photo première page : Getty - Milo Zanecchia/ Ascent Xmedia

CNP Assurances – Siège social : 4 promenade Cœur de Ville 92130 Issy-les-Moulineaux – 01 42 18 88 88 – www.cnp.fr

Société anonyme au capital de 686 618 477 euros entièrement libéré – 341 737 062 RCS Nanterre

Entreprise régie par le code des assurances – IDU REP Papiers FR231782_03IAIS